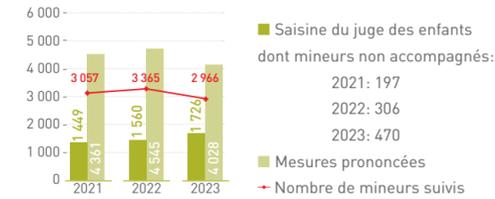


JUSTICE DES MINEURS



ASSISTANCE ÉDUCATIVE



Mineurs non-accompagnés

Année	Mesures ouvertes
2023	350
2022	-
2021	173

ACTIVITÉ PÉNALE

Année	Plaintes et PV reçus	Affaires poursuivables	Procédures alternatives aux poursuites	Nombre de mineurs déférés	Taux de réponse pénale
2023	2 698	2 035	268	525	88,4%
2022	2 835	1 711	948	373	60,35%
2021	3 203	2 499	1 134	485	93,7%

Activité pénale du siège - Décisions rendues

Année	Juge des enfants	Tribunal pour enfants	Cours d'assises mineurs
2023	743	636	5
2022	594	532	2
2021	513	873	3

Activité pénale du siège - Post-sentenciel

Année	Juge des enfants
2023	118
2022	118
2021	76

ACCÈS AU DROIT & AIDE JURIDICTIONNELLE



Maisons de justice et du droit Points d'accès au droit

	Nombre d'unités	Nombre de personnes accueillies ou renseignées
Maison de justice et du droit	4	53 911
Points d'accès aux droit	14	32 387
Service d'accueil unique du justiciable		25 703

Aide juridictionnelle

Année	Nombre de décisions juridictionnelles	Délai de traitement avant première décision
2023	7 683	24
2022	8 500	52
2021	12 145	73

EFFECTIFS



	Effectif théorique	Effectif réel (ETPE)
Magistrats du siège	78	76
Magistrats du parquet	32	31
Fonctionnaires tribunal judiciaire	259	228,80
Fonctionnaires tribunaux de proximité	55	41,80

	Nombre
Avocats	361
Conciliateurs	44

TRIBUNAL JUDICIAIRE D'ÉVRY
9, rue Mazières - 91012 ÉVRY cedex
Téléphone 01 60 76 78 00 - www.cours-appel.justice.fr/paris

COUR D'APPEL DE PARIS



TRIBUNAL JUDICIAIRE D'ÉVRY

ACTIVITÉ 2023

INTRODUCTION

L'année 2023 a été marquée par la mise en œuvre de réformes d'ampleur (cour criminelle départementale, loi confiance dans l'institution judiciaire), d'actions de modernisation de la juridiction (généralisation du système d'information d'aide juridictionnelle, déploiement de la procédure pénale numérique, mise en place de Pilot audiencement), du renforcement de liens avec les partenaires (convention « Grigny II »), de la profonde réorganisation du parquet afin de dynamiser la réponse pénale et la célérité de traitement des procédures, et enfin de la réception de la cité judiciaire de Longjumeau.

Nous avons eu la préoccupation constante d'améliorer les conditions d'exercice professionnel des magistrats et fonctionnaires pour renforcer l'attractivité des juridictions du ressort, avec une ambitieuse politique de santé et de qualité de vie au travail. La présence dans la juridiction d'un médecin de prévention et d'une psychologue du travail qui vont travailler en lien avec l'assistante sociale à l'élaboration d'un plan local de prévention des risques psycho-sociaux devrait y contribuer pleinement, à l'instar des projets de supervision et d'intervision des pratiques professionnelles.

L'année 2024 verra l'aboutissement de nouveaux projets avec le développement de la politique de l'amiable, l'ouverture progressive du centre de détention de Fleury-Mérogis, la poursuite du déploiement de la procédure pénale numérique avec pour objectif la réalisation d'audiences pénales entièrement numériques, l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement du tribunal pour enfants et la poursuite des actions visant à réduire les délais de réponse pénale. Nous devons également élaborer un nouveau projet de juridiction et poursuivre notre réflexion pour la création d'un service d'accueil unique du justiciable en adéquation avec les besoins de la juridiction.

Ces évolutions, passées et à venir, permettront de mieux répondre aux attentes légitimes des justiciables par une justice plus moderne, plus efficace, plus proche et mieux comprise.

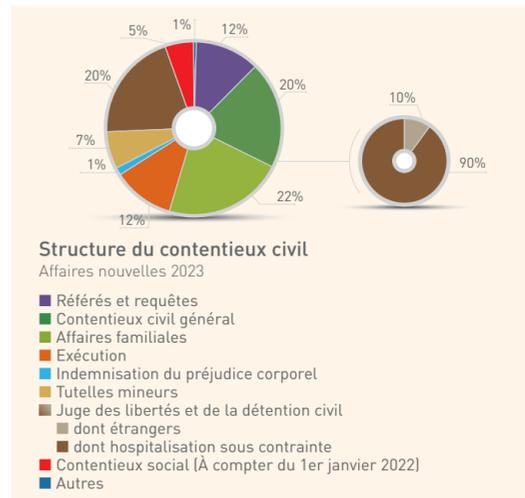
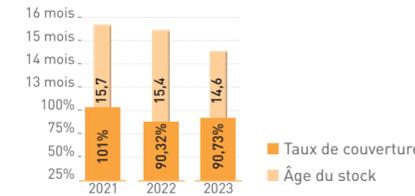
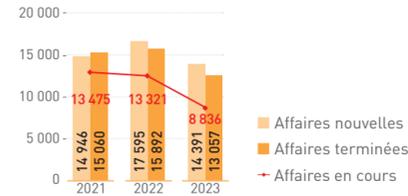
Nous savons que nous pourrons compter sur les équipes de magistrats, de fonctionnaires de greffe et de contractuels, dont l'investissement professionnel remarquable témoigne de leur sens du service public. Nous les en remercions très sincèrement.

Nous vous adressons nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

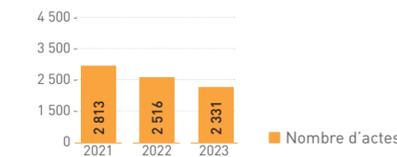
Les chefs de juridiction



SERVICE CIVIL



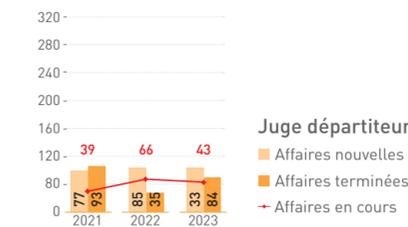
Actes de greffe



AFFAIRES FAMILIALES

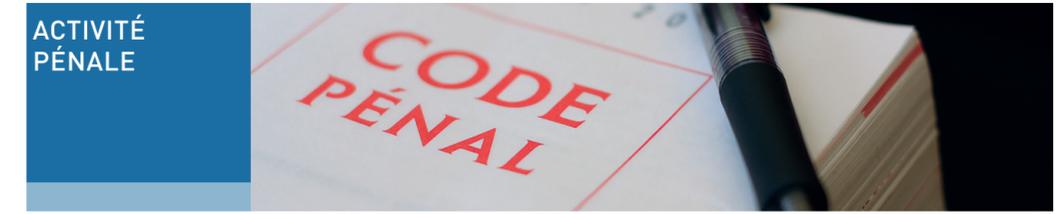


AFFAIRES SOCIALES

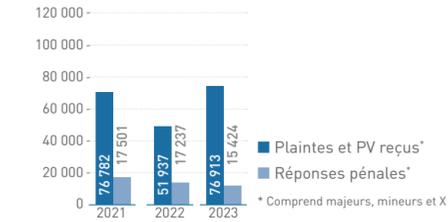


JUSTICE CIVILE DE PROXIMITÉ

Année	Référés	Affaires civiles	Nationalité	Surendettement	Tutelles Décisions rendues	Tutelles Nbre de mesures en cours	Injonctions de payer	Saisie des rémunérations
2023	1 001	7 243	2 206	709	6 451	9 185	3 923	7 102
2022	834	8 633	2 205	705	5 345	9 341	4 577	7 184
2021	895	5 431	2 092	755	10 011	9 448	5 600	7 101



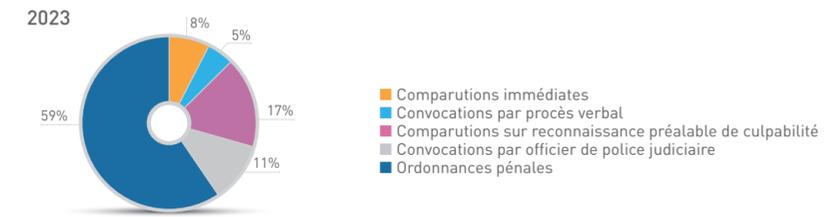
SERVICE PÉNAL



AFFAIRES CONCERNANT DES MAJEURS

Année	Plaintes et PV reçus	Affaires poursuivables	Procédures alternatives aux poursuites
2023	33 446	20 105	5 129
2022	49 102	28 719	5 674
2021	51 690	25 759	8 198

MODALITÉS DES POURSUITES



ACTIVITÉ PÉNALE DU SIÈGE

Décisions rendues

Année	Tribunal correctionnel	Tribunal de police	Cour d'assises
2023	11 693	792	87
2022	10 307	809	80
2021	10 297	765	65

Instruction

Année	Ouverture d'information	Fin d'information
2023	233	137
2022	236	156
2021	256	126

Application des peines

Année	Milieu ouvert	Statuant sur la détention	Tribunal de l'application des peines
2023	4 228	2 508	27
2022	4 539	3 839	34
2021	4 854	3 233	44

Juge des libertés et de la détention - Pénal

Année	Décisions rendues	dont sur saisine du parquet
2023	4 977	2 971
2022	4 287	3 102
2021	4 052	3 040